

UNE VUE DU LAVUE

LABORATOIRE ARCHITECTURE VILLE URBANISME ENVIRONNEMENT



QUOI DE NEUF... Le 12ème congrès Métropolis 2017 fait suite et tente de relever les défis urbains soulevés par la Cop 21 et Habitat III. La recherche est encore peu présente sur ces scènes où se déploient pourtant des acteurs -les collectivités locales- qui revendiquent une place croissante sur la scène métropolitaine globale. Le LAVUE tente également de s'investir dans le suivi et le décryptage de la ville vue par les mouvements sociaux organisés à l'international. Car les défis de l'urbanisation du monde, de la métropolisation couplée à la question migratoire, des formes « liminaires » de la ville ouvrent sur des champs cruciaux du changement social (et donc urbains) qui touchent à la recomposition des rapports avec les milieux ruraux, l'implication des citoyens dans la modération des conflits armés parfois suscités d'en haut et qui affectent un nombre croissant de villes. Cette année riche en événements pour le monde a été aussi celle de la première édition du Colloque « Contradictions urbaines » où a été posée avec force et convivialité la thématique du « collaboratif » comme nouvelle forme de recherche « à découvert » qui ne serait plus seulement faite d'une position surplombante mais d'un véritable accompagnement des forces vives qui contribuent ici et là à réformer la ville pour le « bien vivre » des habitants, à l'instar du regain d'intérêt et de mise en place d'habitats participatifs. A cet égard la façon dont les chercheurs s'investissent sur le "droit à la ville" ne relève plus seulement d'une épistémologie mais d'une volonté de proposer des formes de coopération renouvelées. Bien sur le LAVUE s'achemine aussi vers un nouvel agenda de recherches et amorce sa transition vers des axes partiellement



réformés, avec notamment la volonté de comprendre, décrypter mais aussi contribuer à faire voir les pratiques collaboratives progressistes qui sont au cœur de la pratique de nombre de ses chercheurs et doctorants. Nous nous préparons pour le rapport HCERES (habilitation et projet) que devons rendre à l'Université de Paris Nanterre en Avril 2018. Cela sera le centre de notre prochaine AG que se tiendra le 26 septembre 2017. Concilier autonomie de la recherche, injonctions nationales et administratives, tel sera le défi de 2017. Sans oublier la solidarité avec nos collègues universitaires turcs emprisonnés et notre devoir d'accueil.

Florence BOUILLON,
réjoint l'équipe AUS
du LAVUE en 2017

NOUS A REJOINT Maîtresse de conférences au département de sociologie et d'anthropologie de Paris 8, Florence Bouillon était anciennement membre du Centre Norbert Elias (EHESS Marseille). Elle a rejoint le LAVUE en janvier 2017 et est désormais membre de l'équipe AUS. Elle travaille depuis une quinzaine d'années sur les formes non-ordinaires d'habitat, dans le contexte français. Elle développe une approche micro-centrée de la ville et des citoyens et s'intéresse plus spécifiquement aux paramètres établissant les « qualités » d'un espace habité. Ses recherches ont également pour objet de documenter les compétences urbaines des citoyens socialement disqualifiés (migrants, personnes sans-abri, familles en situation de « précarité énergétiques », squatters, etc.). Enfin, elle a développé des réflexions épistémologiques et déontologiques relatives à l'enquête ethnographique en terrains sensibles. Florence Bouillon a récemment coordonné l'axe *Vulnérabilités*



résidentielles du REHAL (2013-2017), conjointement avec Agnès Deboulet, Pascale Dietrich Ragon et Yankel Fijalkow. Elle est actuellement responsable scientifique du programme de recherche « La ville ordinaire et la métropolisation » financé par le PUCA, auquel sont associés plusieurs chercheur-se-s et jeunes chercheur-se-s du LAVUE, dont l'objet est de caractériser les processus de gentrification à l'œuvre dans le centre de Marseille et les processus de transformation dans trois quartiers populaires de villes franciliennes.

Membre des comités de rédaction des revues *ethnographiques.org*, *Espaces & Sociétés* et *Métropoles*, elle consacre une grande partie de son activité de recherche à la coordination de numéros spéciaux relatifs à l'enquête de terrain, à l'habitat interstitiel et à la ville des sciences sociales.

Elle espère développer dans les mois à venir des travaux en lien avec l'axe 4 du LAVUE, « Pratiques d'émancipation urbaines », en contribuant à cette réflexion sur la base d'enquêtes conduites d'une part dans des écoles de type alternatif, d'autre part dans des lieux autogérés situés dans de « petites villes », en marge des centralités militantes.

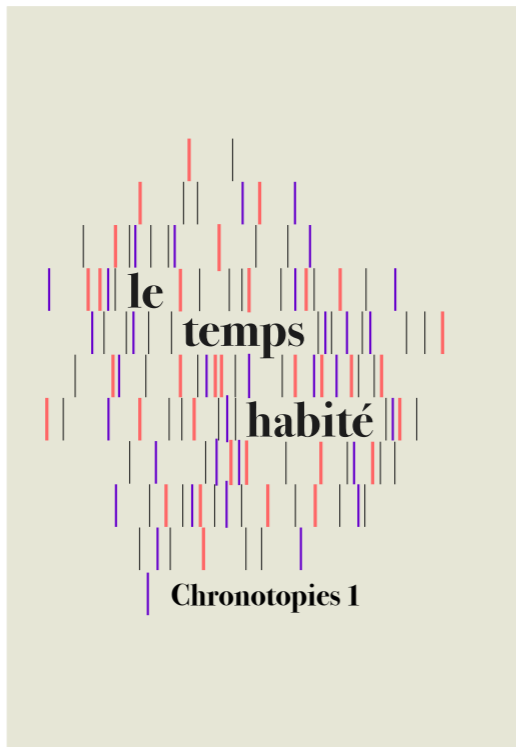
LE TEMPS HABITÉ

Action liée à l'AXE 1

Depuis 2005, un chantier de réflexion sur les « chronotopies » a été constitué au sein du Laboratoire Architecture Anthropologie de l'UMR CNRS LAVUE 7218 afin d'explorer les dimensions temporelles des phénomènes spatiaux et la manière dont elles se déploient et s'articulent entre différents horizons et échelles. A travers le colloque

Chronotopies 1 – Le temps habité, il s'agissait de questionner les transformations des villes et des territoires, en lien avec l'expérience individuelle et collective du temps.

Ce colloque constitue un premier jalon d'une réflexion collective et transdisciplinaire autour de ces thèmes, en choisissant comme fil conducteur le « temps habité » comme « lieu » de convergence entre notre expérience du temps et son inscription dans l'espace. Comment, par quoi, par qui, les temps contemporains sont-ils structurés ? À travers quels phénomènes et dispositifs peut-on en saisir les manifestations ? Comment identifier les échelles pertinentes pour



appréhender ces phénomènes ? Comment les individus et les sociétés négocient-ils les éventuelles tensions temporelles, voire les paradoxes temporels imposés par le monde contemporain ? Cette exploration s'appuie sur l'intuition qu'il faut mobiliser plusieurs savoirs pour appréhender l'entrelacs complexe des dimensions du temps qui œuvrent simultanément et façonnent notre expérience. Quelles sont ses dimensions ? Comment s'expriment-elles ? Sont-elles tangibles ? Comment les rendre lisibles ? Sont-elles liées entre elles, comment ?

Ce premier colloque s'est déroulé à travers huit tables thématiques précisant successivement les questions clairement à la fois poétiques et politiques soulevées : *Des temps habités en projet ; Habiter le paysage, Hétérotopies et hétérochronies ; Les temps de l'événement ; Vers une politique des rythmes ; Archéologies du temps ; La musique à l'écoute des lieux ; Temporalité, musique, son continu.*

Le projet Chronotopies, se poursuit, afin de continuer à déconstruire les systèmes temporels contemporains et les rendre intelligibles et appropriables.

EXPERIMENTING/EXPERIENCING THE CITY

Action liée à l'AXE 2

Présence du LAVUE (Agnès Debolet, Philippe Gervais-Lambony, Pauline Guinard, Karen Levy) et de compagnons de route (Claire Bénit-Gbaffou, Barbara Morovich, João Whitaker) en Afrique Australe pour co-animer avec l'Institut Français d'Afrique du Sud (Ifas) et de nombreux collègues et acteurs locaux des moments urbains.

Du 11 au 23 mai 2017, à Johannesburg, au Cap, à Durban et à Maputo se sont succédés projections de films documentaires, tables-rondes associant chercheurs, responsables locaux, militants, artistes, politiques. L'expérience citadine et les expérimentations politiques et culturelles en ville ont été déclinées

en trois axes principaux : quelle justice spatiale dans les métropoles ? Quelle place pour les classes moyennes ? Quel rôle de l'expression artistique dans les espaces publics ?

Les grandes villes contemporaines sont soumises à des injonctions contradictoires à être « compétitives », « durables », « créatives » et « équitables ». Ceci dans un contexte où les écarts sociaux se creusent et où, au Nord comme au Sud, la diversité culturelle croît sous l'effet de mobilités



accrues. Comment les citoyens vivent-ils ces contraintes et ces changements ? Comment les acteurs locaux et les militants des mouvements sociaux y réagissent-ils ? Comment ceci s'expriment-ils par la création culturelle ? Que ces questions soient travaillées depuis l'Afrique du Sud est particulièrement pertinent. Ce pays a connu, sous l'apartheid, un des régimes politiques les plus iniques du monde, allant jusqu'à rendre impensable l'existence d'espaces publics ouverts, puis a fait l'expérience de politiques urbaines qui auraient dû conduire à plus de justice spatiale et de liberté alors même qu'émergeait une nouvelle classe moyenne qui devait trouver sa place dans des espaces urbains marqués par le paradoxe d'une transformation accélérée, en certains lieux, et de l'inertie de la forme urbaine héritée.

Quels enjeux pour le LAVUE ? Plusieurs : s'engager dans la co-construction d'événements scientifiques internationaux comme une nouvelle forme de relation internationale ; inventer grâce à des partenariats des formats inédits d'événements scientifiques associant acteurs et chercheurs, scientifiques et artistes ; avancer bien sûr sur le fond des thématiques définies par ses axes de recherche.

Crédit image : Mark Lewis, 2016, Johannesburg, «Along the Corridors»

LES PRATIQUES DU CONCOURS D'ARCHITECTURE EN EUROPE : ZOOM SUR L'ALLEMAGNE, LES PAYS-BAS, LA POLOGNE ET LA SUISSE

Recherche liée à l'AXE 1

Véronique BIAU (ENSA Paris-Val de Seine, UMR Lavue), Merrill SINEUS. Rapport pour la MIQCP-MCC rendu en mai 2017, HALSHS-01536210

En architecture, le concours réunit de nombreux enjeux : c'est l'occasion de produire des projets faisant débat, entre pairs comme avec les citoyens ; c'est aussi un processus de régulation de l'accès à la commande publique. En France, la pratique du concours d'architecture est très volontariste : elle est obligatoire pour les édifices publics neufs d'une certaine importance, les candidats sont indemnisés.

Alors que les Directives sur les marchés publics évoluent en Europe, un panorama sur les pratiques des pays voisins s'imposait. C'est l'objet de l'enquête que nous avons menée en Allemagne, aux Pays-Bas, en Pologne et en Suisse.

Le concours y est généralement considéré comme la garantie d'un haut niveau de qualité. Organismes publics et privés de concours ont des motivations comparables : disposer d'un vaste ensemble de réflexions et de propositions, ouvrir la commande aux jeunes structures, légitimer la décision par la compétence architecturale du jury. L'Allemagne est le seul pays avec la France à avoir instauré une obligation de concours pour les maîtres d'ouvrage publics. Les Pays-Bas en revanche, extrêmement attachés à la négociation, sont réticents à la distance imposée, par l'anonymat notamment, entre maître d'ouvrage et prestataire. Quant aux concepteurs, on l'a vu en Suisse et en Pologne, ils promeuvent le concours par le biais de leurs organisations professionnelles : celles-ci rédigent les règlements

ENGAGEMENTS ARTISTIQUES ET CONFLITS SPATIAUX AU DRILL HALL (JOHANNESBURG, AFRIQUE DU SUD)

Recherche liée à l'AXE 2

Pauline Guinard, Barbara Morovich

Ce texte est dédié à la mémoire, au courage et aux espoirs brisés de Kabelo Chiloane, assassiné au Drill Hall le 20 mai 2017 à l'âge de 32 ans.



Le Drill Hall est un site patrimonial du centre-ville de Johannesburg dans lequel nous avons mené des enquêtes en 2016 et 2017 en associant approche anthropologique et géographique. Malgré une restauration du site en 2004 par la métropole, son devenir est aujourd'hui incertain notamment du fait du faible investissement

des institutions publiques pour sa sauvegarde et du manque de reconnaissance des initiatives locales qui s'y déploient.

Ce lieu est en effet fortement approprié par des associations agissant souvent sans financement institutionnel. Celles-ci contribuent à faire vivre le site au quotidien, en en faisant un espace de création et de partage, dans une partie du centre-ville qui est très défavorisée et parfois violente. Les acteurs engagés dans ces initiatives initient des jeunes à des activités culturelles et sportives à travers des méthodes participatives. Parmi eux, Kabelo Chiloane était co-fondateur de One Love Skate Expo. Il consacrait sa vie au skateboard et aux enfants du Drill Hall. Il a été assassiné alors qu'il essayait d'empêcher l'usage



applicables aux concours et assistent les maîtres d'ouvrage qui y ont recours. Ce n'est pas le moindre des paradoxes de voir les architectes valoriser cette activité coûteuse pour leurs agences, prenant souvent la forme de concours ouverts non rémunérés entre une centaine de participants. Le concours resterait-il un outil privilégié de réflexion et de conception, à la marge des contingences opérationnelles, ou, pour les plus petites des agences, un des seuls moyens d'accéder au débat, à la reconnaissance et à la commande publique ?



de la drogue dans le site, tentant ainsi de préserver la fonction refuge que constitue cet espace pour nombre de ses usagers. Signe du manque de mise en valeur et surtout de protection de cet espace par les acteurs publics, le Drill Hall apparaît donc aujourd'hui comme un espace interstitiel en attente de son destin institutionnel. Pourtant les pratiques évoquées pourraient inspirer des projets officiels, car le Drill Hall a déjà été identifié par la métropole comme potentiel espace artistique. Mais rien n'est sûr, d'autant plus que la capacité de résistance du Drill Hall et de ses occupants au processus de gentrification à l'œuvre dans le centre-ville depuis les années 2000 est ambiguë. Parce que les personnes qui habitent ou animent le site sont elles-mêmes des populations précaires, le risque est bien qu'elles figurent non parmi les acteurs mais parmi les victimes de ce processus.

Image 1 : Kabelo au Drill Hall, 17 mai 2017, crédit B. Morovich ; Image 2 : Enfants faisant du skateboard au Drill Hall, 19 février 2017, crédit P. Guinard

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE DU LAVUE

26 septembre 2017, 9h00-18h00
Université Paris Nanterre
UMR CNRS 7218 LAVUE
Bâtiment M. Weber
200 avenue de la République
92001 Nanterre

RENCONTRE ANNUELLE DU RÉSEAU LIEU : «PATRIMONIALISATION ET PRECARITÉ»

20 et 21 septembre 2017,
Université de Padoue (Italie)

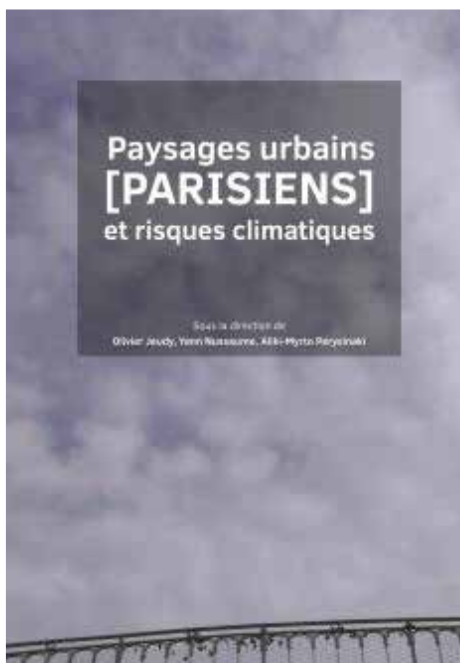
COLLOQUE INTERNATIONAL DE CÉRISY-LA-SALLE : «LA MÉSOLOGIE, UN AUTRE PARADIGME POUR L'ANTHROPOCÈNE»

du 30 août au 6 septembre 2017

Jedy, O., Nussaume, Y., Perysinaki, A.M. (2016), *Paysages urbains [parisiens] et risques climatiques. Actes de colloque, Paris : Archibook, 312 pages.*

Faisant suite à la 21ème Conférence sur le Climat (COP 21), cet ouvrage examine l'impact des risques climatiques sur la mutation des paysages urbains. Un tel sujet nécessite de préciser les notions de risque, mais également de régulation et d'adaptation au changement climatique. Jusqu'à quel point peut-on se protéger des risques ? Doit-on les accepter comme des moteurs d'évolutions ? Quels imaginaires environnementaux et techno-scientifiques transmettre aux générations futures face aux incertitudes des risques locaux et régionaux, métropolitains et planétaires ? Faut-il instituer de nouvelles normes environnementales et comment celles-ci impacteront-elles nos paysages urbains et nos qualités de vie ?

Issue de deux journées d'étude organisées en février 2016, cette publication se compose de quatre parties traitant de : la perception et de l'évaluation des risques environnementaux à différentes échelles ; de nouveaux rapports



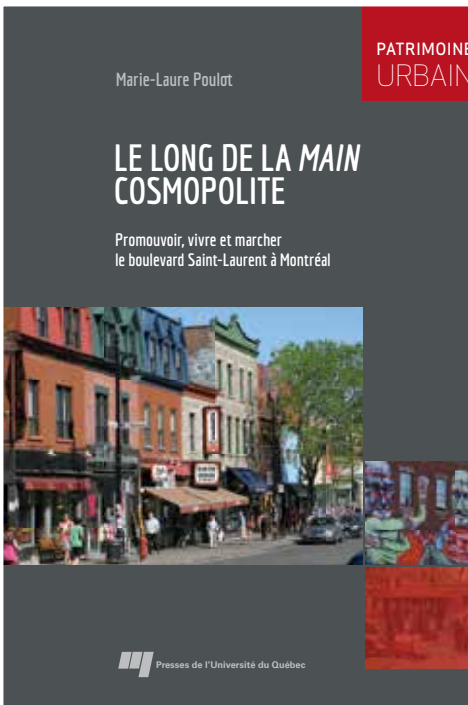
entre risques climatiques, adaptation et gouvernance du paysage urbain ; de la transformation des aspects de l'architecture et de la biodiversité en ville ; de nouveaux modes de collaboration et d'imaginaires partagés entre cultures dites scientifiques et cultures dites ordinaires.

L'ouvrage *Paysages urbains [parisiens] et risques climatiques* a été financé par la ComUE heSam dans le cadre de l'appel à projet explorations thématiques Confluence 2015. Ce projet associe l'École Nationale Supérieure d'Architecture de Paris-La Villette (ENSAPLV), l'Université Paris 1 (Panthéon-Sorbonne), le Conservatoire National des Arts et Métiers (CNAM) et l'École Nationale Supérieure d'Arts et Métiers (ENSAM).

Poulot, M-L. (2017), *Le long de la Main cosmopolite. Promouvoir, vivre et marcher le boulevard Saint-Laurent à Montréal, Presses de l'Université du Québec, Collection Patrimoine urbain.*

Dans cet ouvrage, Marie-Laure Poulot interroge la production de l'espace urbain à Montréal au prisme du cosmopolitisme, entendu à la fois comme projet politique, stratégie économique, mais aussi comme sociabilité habitante.

Ce livre est issu d'un travail de terrain réalisé de 2010 à 2014 dans le cadre d'une thèse de doctorat en géographie portant sur le cosmopolitisme autour du boulevard Saint-Laurent. Main Street longue de six kilomètres, le boulevard s'impose à la fois comme une coupure entre les deux « solitudes », française et anglaise, mais aussi comme le corridor d'accueil des différentes communautés immigrées installées à Montréal durant le XXe siècle. Plus qu'une simple juxtaposition de quartiers ethniques ou multiethniques, l'étude du boulevard conduit à envisager les ruptures, les



mis en relation, les différentes échelles spatiales et temporelles ; la rue est aussi le lieu d'un cosmopolitisme vécu, mêlant récits individuels et collectifs, marchandisation et appropriation. Elle relie ainsi différents lieux du cosmopolitisme, avec tous les effets de contrastes, de complémentarités et d'hybridations possibles. À partir d'une micro-géographie sensible à l'échelle de la rue, l'auteure y met en valeur les figures, les lieux, les formes et les traductions de ce cosmopolitisme à plusieurs échelles. La situation montréalaise révèle une instrumentalisation à la fois politique et commerciale du cosmopolitisme à l'œuvre dans les constructions territoriales, avec un glissement de plus en plus net vers le culturel.

Enfin, le cosmopolitisme montréalais appelle à dépasser l'opposition binaire entre des valeurs universelles et repli sur soi, ou entre cosmopolitisme des élites cultivées et mobiles et l'esprit de clocher d'habitants locaux non cosmopolites. Il s'apparente à un cosmopolitisme ancré ou enraciné dans le local, avec des réappropriations d'apports venus d'ailleurs, s'affirmant comme un des piliers de la « montréalité ».